

Un tournant politique pour la communauté juive organisée

Shmuel Trigano

Professeur des Universités, directeur de la revue Controverses

Le 24 novembre 2011

C'est un non événement ou, si l'on préfère, un événement par défaut qui a fait « l'événement » de la récente convention du CRIF. Ses répercussions sont importantes et il y a là surtout l'indice d'un tournant dans l'histoire politique du judaïsme français de l'après guerre.

Il s'agit bien sûr de l'absence de tout politicien, de gauche comme de droite, à cette journée qui leur offrait pourtant une tribune exceptionnelle pour s'adresser à l'électorat juif, à la veille d'une année électorale.

Il faut comprendre l'origine et la nature d'un tel désintérêt.

L'électorat juif

La question de l'existence d'un électorat juif est controversée. Elle avait été agitée au départ par le Renouveau Juif au début des années 1980, puis reprise par le CRIF qui allait, avant chaque élection, rendre visite à tous les partis pour leur demander de se prononcer sur les questions qui préoccupaient les Juifs, sans aller pourtant jusqu'à donner de consigne de vote. Il est bien évident, en effet, que les Juifs ne constituent pas un électorat votant comme un seul homme. Toute la gamme des opinions se retrouve parmi eux, à l'image de leur présence dans tous les secteurs de la société.

J'avais eu l'occasion dans le passé, en 1986, de contribuer à une étude politologique sur la base de sondages d'opinion « sortie des urnes » de l'IFOP¹. La conclusion en était que cet électorat votait en général dans le même sens que la majorité électorale des Français, quoique dans une ampleur bien plus grande. Du coup, son importance politique ne serait pas négligeable dans des situations de scores tendus entre candidats. Son apport numérique – quoique faible – pourrait s'avérer décisif (notamment sur le plan de l'élection présidentielle) pour départager des candidats aux résultats trop proches. Les 200 000 voix qui avaient manqué à Jospin le 21 avril 2002 pour supplanter Le Pen et accéder au second tour des élections ont ainsi pesé très lourd.

Néanmoins, le désintérêt actuel des politiciens des deux grands partis pour la communauté juive constitue un fait politique déterminant. On a pu suivre jour après jour, sur le site du CRIF, l'évolution du programme en construction de cette convention, et voir apparaître puis disparaître des noms de politiciens, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus personne... Il semble que ce soit la défection de Martine Aubry qui ait provoqué le retrait de Jean François Copé, retrait tout de même étrange car c'était une aubaine pour l'UMP que l'absence du parti socialiste.

Il y a dans cet état de faits un écho certain de la détérioration de l'image de la communauté juive dans les élites françaises si ce n'est dans l'opinion publique. J'en ai fait l'analyse dans

¹ Cf J. Akoka, alors directeur de IFOP, « Juifs et protestants en France. Analyse comparative du comportement électoral », in *Pardès*, 3/1986, Editions Lattès

de nombreux travaux². On ne peut s'empêcher de voir dans ce non-événement la mise en œuvre finale de la fameuse note de 2001 de Pascal Boniface, recommandant au Parti socialiste de ne plus courtiser la communauté juive mais plutôt la communauté musulmane où se trouve la plus grande masse de ses électeurs potentiels. Pour ce qui est de Martine Aubry, à la lumière de son exercice de maire de Lille, il est clair qu'elle a bien enregistré cette recommandation. Pour Jean François Copé, la nature de ses origines a peut-être milité contre sa présence solitaire au CRIF, accusé de toutes parts d'être un lobby anti-démocratique. Il n'avait aucun intérêt politique personnel à se retrouver dans la photo de « famille ».

La mutation du paysage stratégique

Mais derrière ces calculs politiques, c'est quelque chose de bien plus important qui est en jeu, qui a à voir avec le paysage stratégique global de la France : la disparition définitive (pour les Juifs et spécialement le CRIF) d'une configuration résultant de la politique du Mitterrand de la deuxième moitié des années 1980.

Le « Front anti-fasciste » mitterrandien

Pour contourner l'échec des socialistes à « changer la vie » (projet du « programme commun » de gouvernement socialo-communiste en 1981) que le passage à la « politique de rigueur » incarna, et redonner un nouveau souffle à son parti en situation d'échec. Mitterrand eut l'idée de réitérer la stratégie du « Front antifasciste » d'avant guerre. En créant de toutes pièces l'épouvantail Le Pen - alors insignifiant - et en construisant l'immigration comme sa victime désignée, il appela tous les « républicains » à rejoindre le PS dans un mouvement transpartisan de « salut public » contre le « racisme ». L'opération provoqua la décomposition de la droite, prise en tenailles du Front National, mise en demeure de ne pas s'allier avec un parti prônant le fascisme et le racisme tandis que le PS rameutait jusqu'à l'extrême gauche par le biais de l'antiracisme. L'épouvantail lepéniste devint ainsi l'axe de la vie politique française.

Mitterrand embrigada astucieusement dans cette opération la communauté juive et notamment le CRIF car une caution juive, victime du passé antisémite, lui était nécessaire pour authentifier la menace lepéniste d'autant que le discours de son leader multipliait les calembours antisémites. Les Juifs tombèrent totalement dans le panneau et la communauté se laissa *nolens volens* instrumentaliser au service des intérêts du parti socialiste et de son « front anti-fasciste ». Il est vrai qu'il était difficile alors de se repérer dans ce méli-mélo machiavélique. Le rôle joué alors par l'UEJF dans la création de SOS Racisme, créé de toutes pièces par Mitterrand à cet effet, afin d'occuper la scène de l'opinion, reste une étape et un marqueur importants de cette époque.

Grandeur et décadence

Ce furent les belles heures du Juif super-star. Le slogan de SOS Racisme « Juifs=immigrés » mettait les Juifs au pinacle de l'homme souffrant, du persécuté, de la victime : il devint la référence de l'immigré. L'assimilation des immigrés aux victimes de la Shoah (niée par Le Pen et qui menaçait par ailleurs les immigrés) passait par là (on se rappelle la manifestation contre les « lois Pasqua-Debré » sur l'immigration, qui avait vu les manifestants revêtir le pyjama des déportés, une valise à la main, pour bien nous dire que les victimes de la Shoah étaient aujourd'hui les immigrés (on sait comment ce mythe a évolué et retenti sur l'image des Juifs et d'Israël, accusés de racisme, de nazisme et de génocide).

² Cf. *L'avenir des Juifs de France*, Grasset, 2006 et de nombreux articles dans *Controverses*.

On lutta ainsi contre le racisme anti-arabe – qui existait sans aucun doute – au nom de la lutte contre l'antisémitisme - dont l'importance n'était pas alors à ce point évidente - et c'est ce qui explique pourquoi le mot « antisémitisme », instrumentalisé de façon imperceptible, s'est vu dévalué au point d'en arriver à perdre son contenu comme ce fut le cas plus tard dans les années 2000. Il méconnaissait notamment l'antisémitisme des immigrés eux mêmes au point que le PS, toujours lui, dut inventer en 2001 le terme monstrueux de « tensions intercommunautaires » : si les immigrés sont victimes d'« antisémitisme», ils ne peuvent pas être antisémites.

Cette situation s'installa jusqu'aux années 1990, avec un tournant en 1989 ou le slogan « Juifs= immigrés » connut un revers de fortune pour les Juifs. Sous le coup de l'affaire du foulard, ils se virent condamnés pour intégrisme (rappelons-nous le slogan du pseudo « Front uni des religions ») et pour « communautarisme », sous le coup du discours vertueux de néo républicanisme accompagnant le bicentenaire de la Révolution française, en un mot pour infidélité à la République. Au terme de cette évolution, la crédibilité et la légitimité du CRIF connut une érosion. Son instrumentalisation par la politique politicienne le fit apparaître comme un « lobby ». Les temps s'assombrissant, l'accusation de racisme et de communautarisme se vit retournée contre les Juifs, et – ô surprise - augmentée d'une nouvelle hostilité, celle des activistes de la « communauté de l'immigration ». L'antisionisme, un antisémitisme réputé « moral », naissait inventant un nouveau langage de la haine des Juifs. Le CRIF, élément symbolique clef de la lutte anti-Le Pen dans la période précédente, entamait son recul, devenu une des cibles principales de l'antisionisme et de la Cause de l'immigration.

Le retournement sarkoziste

Le premier à avoir mis fin à cette stratégie fut Nicolas Sarkozy : en reprenant des thèmes idéologiques du Front National, il cassait le tabou à son propos - et du coup le contre-tabou concernant le CRIF, sacralisé comme l'anti-Front national. Il mettait fin dans la politique française à l'ère Mitterrand et à sa stratégie. Aussitôt la droite revînt au pouvoir laissant la gauche pantoise. Le système de sa stratégie s'était effondré.

Nous sommes aujourd'hui entrés dans une autre ère. Du coup, le parti socialiste n'avait plus « besoin » de la communauté juive, du symbole juif, devenu désormais trop encombrant et usé. Il ne s'agit plus de soulever le Front anti-Le Pen car, produit direct de cette stratégie catastrophique, le FN est désormais sur toutes les scènes, le barrage a cédé. Il est devenu l'anti-référence absolue pour les déçus du « système » et a fini par faire partie du système, quoique de façon dialectique. Son accès à la scène annonce son entrée de plain pied dans l'arène politique. Le fait que Marine le Pen semble aujourd'hui chercher à se rapprocher de l'électorat juif serait une des conséquences paradoxales de cette évolution, signe du renversement politico-symbolique que nous analysons, car c'est le FN qui cherche désormais la caution juive certifiant sa respectabilité pour sortir de son enfermement (au moment où le signe juif (et le CRIF) se retrouve lui même enfermé).

C'est ainsi que je peux comprendre le désintérêt du PS pour la dernière convention du CRIF ainsi que la destitution des députés de Paris d'origine juive au profit des Verts (dont on connaît la mythologie compassionnelle pour les « victimes » d'Israël). C'est ainsi que je peux comprendre l'absence de l'UMP qui n'a plus besoin de ramer auprès de l'électorat juif, devenu, du fait de ce jeu de positionnements un électorat captif et prisonnier de Sarkozy parce

qu'il n'a pas d'alternative crédible³, quoi que fasse Sarkozy de décevant sur le plan des intérêts primordiaux du CRIF, concernant Israël.

Le Congrès Juif Mondial s'est dit rassuré, il y a quelques jours, par sa visite au président de la République qui s'est engagé à défendre Israël face à la bombe iranienne. Il n'a pas le choix de ne pas l'être, effectivement... Quoique fasse Sarkozy les Juifs ne peuvent que voter pour lui s'ils ne veulent pas s'abstenir. Mais l'histoire de ces dernières années a montré que les engagements du futur candidat à l'élection ne sont pas confirmés par ses actions. La proposition de sanctions contre l'Iran ne fait que rallonger le temps que cette politique prônée depuis des années par la France a laissé à l'Iran pour fabriquer sa bombe en toute impunité. Sans doute défendra-t-il Israël une minute après la bombe iranienne...

³ Bayrou avait témoigné d'un grand mépris pour le CRIF, à l'occasion d'un « dîner du CRIF » récent.